

# Consultation publique ouverte sur le nouveau cadre européen pour la résilience au changement climatique

Les champs marqués d'un \* sont obligatoires.

## Clause de non-responsabilité

---

Le présent document n'est pas un document officiel de la Commission européenne et ne constitue pas une position officielle de celle-ci. Il n'engage en rien la Commission européenne et ne préjuge pas de l'élaboration future des politiques.

## Introduction

---

### **Consentement et modalités de réponse à l'enquête**

La Commission européenne assurera la protection de toutes les données à caractère personnel fournies dans le cadre de cette consultation.

Vous pouvez sauvegarder un brouillon de vos réponses et y revenir ultérieurement pour compléter l'enquête.

Certaines questions sont obligatoires, notamment au début de l'enquête, et d'autres sont facultatives à l'intérieur des sections thématiques. Veuillez répondre uniquement à celles qui vous concernent.

Veuillez répondre de façon concise dans les zones de texte libre prévues à cet effet.

À la fin du questionnaire, vous pouvez joindre un document contenant des commentaires et des observations supplémentaires.

Par souci de transparence, les organisations et les entreprises qui participent aux consultations publiques de la Commission européenne sont invitées à s'inscrire au registre de transparence de l'UE. Si vous êtes déjà inscrit(e), vous pouvez ignorer cette étape.

Merci pour votre participation!

## **Introduction**

Ces dernières années, l'Europe a dû faire face à des dommages et des coûts croissants en raison des phénomènes météorologiques extrêmes liés au climat. Notre façon d'agir devant le changement climatique façonnera la compétitivité, la sécurité et la prospérité futures de l'Europe. La façon dont nous adaptons et renforçons dès aujourd'hui la résilience et la préparation au changement climatique déterminera notre qualité de vie pour les années à venir.

L'évaluation européenne des risques climatiques a permis de recenser 36 risques climatiques en Europe, lesquels provoquent, par leur interaction, des problèmes systémiques fondamentaux. Si le changement climatique, ainsi que d'autres facteurs de risque, ne sont pas correctement pris en compte, ils pourraient compromettre plus gravement la sécurité alimentaire et hydrique, les capacités en matière d'énergie et de défense, les chaînes d'approvisionnement, la stabilité économique et financière, la viabilité budgétaire et la santé publique. À leur tour, ces perturbations se répercutent sur la cohésion et la stabilité sociales, touchant particulièrement les groupes vulnérables.

Il ressort également de l'évaluation que l'économie et la société européennes ne sont pas suffisamment préparées aux risques climatiques actuels et futurs, et plusieurs risques ont d'ailleurs déjà atteint un niveau de gravité critique. En l'absence de mesures urgentes visant à réduire les émissions et à renforcer la résilience au changement climatique, de nombreux risques pourraient atteindre un niveau de gravité catastrophique d'ici la fin du siècle. Des centaines de milliers de personnes pourraient perdre la vie en raison des vagues de chaleurs, et les pertes économiques entraînées par les inondations côtières pourraient à elles seules dépasser les 1 000 milliards d'euros par an.

En réponse à ces défis et conformément aux orientations politiques de la présidente de la Commission, la Commission prépare un nouveau cadre européen intégré plus efficace en matière de résilience climatique, dont l'adoption est prévue au quatrième trimestre de 2026.

Son objectif principal consiste à stimuler une transformation radicale de façon à grandement améliorer la préparation et la résilience de l'Europe face aux incidences climatiques. Le nouveau cadre permettra à l'ensemble des parties concernées de prendre le contrôle dans un avenir de plus en plus incertain, de gérer les risques climatiques avec plus d'efficacité, de saisir les possibilités économiques émergentes et de renforcer la position de chef de file mondial qu'occupe l'UE dans la production et l'exportation de technologies, de produits, de services et d'innovations en matière de résilience au changement climatique.

Les objectifs du cadre sont les suivants:

- protéger la santé, le bien-être et les moyens de subsistance des personnes;
- anticiper et réduire de façon conséquente l'exposition à des risques et des pertes à fort impact lors de la conception des politiques, des investissements et d'autres mesures;
- garantir que des évaluations des risques régulières, solides et fondées sur des données scientifiques servent de base à l'action;
- promouvoir une compréhension commune des conditions climatiques futures parmi les décideurs en Europe;

- soutenir les États membres, les pays candidats à l'adhésion et les pays voisins de l'UE - notamment à l'échelle régionale et locale - tout en donnant des moyens d'agir aux sociétés;
- promouvoir une action coordonnée et efficace à tous les niveaux de gouvernance et dans le secteur privé;
- réduire les pertes, les destructions et les coûts dus aux incidences climatiques en en augmentant la couverture de (ré)assurance.

Un appel ouvert à contributions a été lancé pendant l'été. Les participants y ont, dans l'ensemble, appuyé l'analyse de la Commission concernant les problèmes clés: Les cadres d'action à l'échelle nationale et de l'UE pour la résilience au changement climatique sont inadéquats, font défaut dans nombreux secteurs ou sont insuffisamment mis en œuvre. Il ressort également du retour d'information que les autorités régionales et locales, les entreprises, les ménages et les individus ne sont pas suffisamment sensibilisés aux risques climatiques, ce qui limite de façon conséquente leur préparation.

Les participants ont donc fortement soutenu la prise de mesures énergiques dans ce domaine. Ils ont principalement appelé à: (i) l'intégration du critère de «résilience dès la conception» dans l'ensemble des dépenses et des marchés publics et des politiques sectorielles clés; (ii) des normes harmonisées en matière d'évaluation des risques dotées de scénarios climatiques communs; (iii) des solutions fondées sur la nature comme première ligne de défense par défaut; (iv) un financement stable à long terme pour l'adaptation et la résilience; et (v) l'intégration systématique des considérations sanitaires relatives au climat.

Cette consultation publique ouverte, qui repose sur l'appel à des mesures urgentes et percutantes, permet à toutes les parties intéressées de fournir un retour d'information sur les aspects proposés du nouveau cadre de l'UE pour la résilience au changement climatique et de communiquer d'autres points de vue et suggestions.

## Informations vous concernant

---

### \* Langue de ma contribution

- Allemand
- Anglais
- Bulgare
- Croate
- Danois
- Espagnol
- Estonien
- Finnois
- Français
- Grec

- Biodiversité et protection de la nature
- Atténuation du changement climatique et adaptation à celui-ci
- Autre(s)

La Commission publiera toutes les contributions à la présente consultation publique. Vous pouvez choisir de consentir à la publication de vos coordonnées ou de rester anonyme lors de la publication de votre contribution. **Dans un souci de transparence, le type de participant (par exemple «association d'entreprises», «organisation de défense des consommateurs», «citoyen(ne) de l'UE», etc.), le pays d'origine, le nom et la taille de l'organisation, ainsi que son numéro d'identifiant au registre de transparence sont toujours rendus publics. Votre adresse électronique ne sera jamais rendue publique.** Veuillez sélectionner l'option qui vous convient le mieux en matière de protection de la vie privée. Les options par défaut en matière de protection de la vie privée dépendent du type de participant sélectionné.

J'accepte les [dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel](#).

## Questions générales

---

À quel point vous estimez-vous informé(e) des incidences du changement climatique qui pourraient vous concerner aujourd'hui et à l'avenir?

	Très informé(e)	Plutôt informé(e)	Moyennement informé(e)	Plutôt mal informé(e)	Très mal informé(e)
* Réponse	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Facultatif: Veuillez expliquer pourquoi.

À quel point vous estimez-vous prêt(e) à faire face aux incidences potentielles du changement climatique?

	Tout à fait prêt (e)	Plutôt prêt (e)	Moyennement prêt (e)	Plutôt pas prêt (e)	Pas prêt (e)
* Réponse	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Facultatif: Veuillez expliquer pourquoi.

Selon vous, à qui incombe principalement la responsabilité de la préparation aux incidences physiques du changement climatique?

- Aux particuliers
- Aux entreprises et aux acteurs privés
- Aux autorités locales et régionales
- Aux gouvernements nationaux
- À l'Union européenne
- À tous les acteurs susmentionnés
- Autre

Quels éléments, parmi les suivants, vous aideraient à mieux vous préparer aux incidences du changement climatique?

- Un meilleur accès aux données et aux informations pertinentes pour mon domaine/ma situation
- Une assistance des experts pour préparer et protéger mon foyer/ma famille/ma société, etc. face aux risques potentiels à l'aide de ces données/informations
- Un meilleur accès à des fonds ou à un financement visant à soutenir mes/nos actions
- Une meilleure appropriation, au niveau local, de la planification et de la mise en œuvre des mesures ainsi que du suivi de leur succès
- Une meilleure planification et préparation de la part des autorités publiques
- Autre(s)

Veillez citer les trois actions qui vous aideraient le plus à accroître votre sensibilisation aux risques et votre préparation aux incidences du changement climatique:

Résilience au changement climatique dès la conception

---

Le principe de «résilience au changement climatique dès la conception» désigne un **effort proactif visant à prendre en considération et à prévenir les plausibles risques et pertes à fort impact dès le début de la conception des politiques, des investissements et des autres mesures**. La communication de la Commission sur la gestion des risques climatiques de 2024 le résume ainsi: «Les décisions de planification et d'aménagement prises aujourd'hui doivent s'appuyer sur une solide évaluation anticipative des risques.» La résilience au changement climatique dès la conception se distingue des mesures prises aux fins de réparer les dommages entraînés par les incidences climatiques une fois que ceux-ci ont déjà eu lieu.

**La Commission compte veiller à l'intégration, en bonne et due forme, des conditions climatiques futures dans l'ensemble des politiques et des cadres de l'UE dont relèvent les secteurs et les parties prenantes vulnérables au changement climatique.** Elle encourage également les États membres et toutes les autorités publiques et les parties prenantes du secteur privé à intégrer ce principe dans leurs décisions, garantissant une action coordonnée dans l'ensemble de la société.

---

Quels secteurs sont primordiaux en ce qui concerne l'intégration du principe de «résilience au changement climatique dès la conception»?

Quels domaines d'action ou cadres législatifs de l'UE devraient en priorité intégrer ce principe, et selon quelles modalités?

Certaines politiques ou dispositions existantes (aux niveaux local, régional, des États membres, de l'UE) vous empêchent-elles de prendre des mesures efficaces en vue d'une meilleure préparation aux incidences du changement climatique? Si oui, lesquelles et de quelle façon?

## Cadre législatif pour la résilience au changement climatique

---

La loi européenne sur le climat exige que l'UE et les États membres veillent à ce que des progrès constants soient réalisés en matière d'adaptation au changement climatique. Toutefois, les États membres disposent de cadres d'action très différents pour les évaluations, les stratégies, les plans et les instruments, ce qui limite les progrès concernant la compréhension commune des défis et la coordination des actions en matière de résilience au changement climatique dans l'ensemble de l'UE. Les politiques sont souvent trop générales pour faire face aux principaux risques climatiques, et les rôles et les responsabilités des différents secteurs dans la planification et la mise en œuvre de l'adaptation varient largement.

Dans l'ensemble, **les progrès accomplis dans le renforcement de la résilience au changement climatique dans l'UE sont lents et inégaux, et ne sont pas en phase avec l'accélération du changement climatique. À l'heure actuelle, les politiques et les mesures nationales et de l'UE en matière de résilience ne sont pas à la hauteur des enjeux.**

En conséquence, la Commission a l'intention de préparer une proposition législative visant à garantir une approche plus complète, plus solide et plus ambitieuse, tout en respectant pleinement les principes de subsidiarité et de proportionnalité, en évitant les charges administratives inutiles et en assurant la cohérence avec les politiques sectorielles. La présente section vous invite à donner votre avis sur le champ d'application et les principaux éléments de la proposition prévue.

---

**La Commission considère que l'inclusion des aspects et des exigences mentionnés ci-dessous dans sa proposition législative est essentielle pour améliorer la préparation de nos économies et de nos sociétés au changement climatique et pour prévenir les pertes et préjudices principaux. Que pensez-vous de ces différents aspects et exigences?**

Trajectoires/scénarios climatiques de référence communs et niveaux de risque acceptables:

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Sans avis	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord
Détermination des niveaux de réchauffement climatique ou d'un niveau de référence commun similaire* pour les décisions d'adaptation que les politiques et investissements publics aux échelles de l'UE et des États membres devraient prendre en considération, par exemple au moyen de trajectoires /scénario(s) climatiques de référence communs à l'UE					
<i>* La décision de la France de se doter d'une</i>					

<i>trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au changement climatique (TRACC) fixant +1,5 °C d'ici 2030, +2 °C d'ici 2050 et +3 °C d'ici 2100 comme référence pour les stratégies d'adaptation nationales et régionales en constitue un exemple. Les parties ayant répondu à l'appel à contributions ont soutenu l'élaboration de niveaux de précaution minimaux pour la résilience au changement climatique/de scénarios et/ou trajectoires de réchauffement de référence communs.</i>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Obligation de prendre en considération un niveau de référence commun (trajectoires/scénarios de référence, par exemple) pour le réchauffement climatique, ainsi que décrit au point précédent, dans les évaluations des risques climatiques	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Obligation d'appliquer une approche de précaution en intégrant un niveau de référence commun dans les décisions de planification prises par l'UE et les États membres	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Approche commune visant à décider du niveau de risques résiduels que la société/les autorités publiques choisissent de ne pas éliminer: un moyen de déterminer ce avec quoi nous sommes prêts à vivre, et pourquoi	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

### Commentaires:

### Évaluation des risques climatiques:

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Sans avis	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord
Élaboration d'évaluations des risques climatiques qui couvriraient également les domaines d'action les plus touchés, à l'échelle européenne	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Élaboration d'évaluations des risques climatiques qui couvriraient également les domaines d'action les plus touchés, à l'échelle nationale	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Paramètres communs pour le champ d'application et le contenu des évaluations des risques climatiques tant à l'échelle de l'UE qu'à l'échelle nationale (scénarios climatiques, régularité et couverture sectorielle, par exemple)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
---	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------

**Commentaires:**

**Planification de l'adaptation et détermination des propriétaires de risques:**

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Sans avis	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord
Définition des objectifs en matière de résilience et d'adaptation au changement climatique (dont, éventuellement, des objectifs sectoriels et thématiques) pour les institutions et les États membres de l'UE	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Ferme obligation, pour l'UE/la Commission, de préparer et de mettre en œuvre une stratégie et un plan d'adaptation pour l'UE	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les plans de résilience et d'adaptation au changement climatique devraient également couvrir les domaines d'action les plus touchés à l'échelle de l'UE.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Ferme obligation, pour les États membres, d'élaborer des stratégies et des plans d'adaptation à l'échelle nationale	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

**Planification de l'adaptation et détermination des propriétaires de risques (suite):**

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Sans avis	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord
Les plans de résilience et d'adaptation au changement climatique devraient également couvrir les domaines d'action les plus touchés à l'échelle nationale.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Détermination des propriétaires de risques responsables des vulnérabilités recensées et mandatés pour y remédier	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
--	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------

Commentaires:

Compléter l'action menée à l'échelle de l'UE par l'action menée à l'échelle des États membres, dans le respect du principe de subsidiarité

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Sans avis	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord
Les États membres adoptent des cadres juridiques nationaux en matière de résilience et d'adaptation au changement climatique (couvrant des questions telles que la mise en place de structures administratives et de mécanismes de coordination, les évaluations régulières des risques et de la vulnérabilité liés au climat, la planification de l'adaptation, les mécanismes d'alerte précoce, la gouvernance aux niveaux régional et local, la mise en conformité avec les stratégies et les plans infranationaux, l'inclusion des parties concernées et des groupes vulnérables, le cadre de suivi et d'évaluation).	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les États membres mènent des évaluations aux niveaux adéquats de façon à recenser les régions et les groupes de personnes particulièrement vulnérables au changement climatique, et élaborent des plans de mesures d'adaptation ciblées pour aider ces régions et ces groupes.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les États membres intègrent toutes les parties concernées, dont les groupes particulièrement vulnérables, dans la planification de la politique d'adaptation.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Commentaires:

## Suivi, présentation de rapports, évaluation et apprentissage

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Sans avis	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord
Mise en place d'un nombre restreint d'indicateurs de performance tant pour l'UE que pour les États membres, de façon à évaluer l'efficacité des mesures d'adaptation et de résilience au changement climatique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Dans le cadre du programme de simplification, amélioration et rationalisation des pratiques de suivi, d'établissement de rapports, d'évaluation et d'apprentissage aux échelles de l'UE et des États membres, par l'établissement de rapports plus ciblés sur les incidences climatiques	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Intégration des indicateurs de progrès en matière de résilience correspondants dans la législation sectorielle existante afin d'éviter la duplication des efforts et de nouvelles exigences liées aux rapports	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

### Commentaires:

Veuillez préciser les autres mesures efficaces et transformatrices que la Commission devrait inclure dans sa proposition législative relative à la résilience au changement climatique:

## Outils d'aide à la décision en matière de résilience au changement climatique

Un accès à des informations claires, fiables et pratiques sur les incidences du changement climatique et notre capacité d'action à cet égard est essentiel pour mieux gérer les risques et mettre en place des solutions

efficaces. Des outils en ligne et en libre accès peuvent aider à répondre à ce besoin en **atteignant un large public grâce à des informations personnalisées, attrayantes sur le plan visuel et interactives.**

Cependant, la plupart des outils existants sont conçus pour des experts qui se concentrent davantage sur les besoins scientifiques que sur les besoins pratiques. En outre, les outils ciblant des zones géographiques, des aléas climatiques ou des secteurs divers utilisent souvent des méthodes et des points de référence différents pour quantifier l'évolution future de la situation, ce qui complique la comparaison. L'échange d'informations transfrontières fait souvent défaut. La Commission souhaiterait obtenir un retour d'information sur le meilleur usage qu'elle pourrait faire de la richesse des données climatiques et des capacités numériques de l'Europe afin d'**améliorer l'accès à des informations claires, fiables, pratiques et cohérentes sur les risques climatiques et les solutions d'adaptation dans l'ensemble des régions et des secteurs.**

Où recherchez-vous des informations au sujet des incidences potentielles du changement climatique sur vos activités ou vous-même?

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Sans avis	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord
Ressources des organisations sectorielles, dont les réseaux de conseil et de soutien	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Ressources des autorités régionales et/ou locales	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Ressources des gouvernements nationaux, dont les services météorologiques nationaux	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Plateformes européennes d'adaptation au changement climatique et/ou services climatologiques	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Programmes et réseaux scientifiques européens	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Où recherchez-vous des informations au sujet des incidences potentielles du changement climatique sur vos activités ou vous-même? (suite)

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Sans avis	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord
Je fais appel à une société de conseil pour qu'elle recherche et analyse ces informations pour moi	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Dans les médias, sur les réseaux sociaux et sur internet	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Grâce à l'intelligence artificielle	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Je n'ai jamais recherché d'informations de ce type	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Quelles informations vous aideraient à déterminer s'il vous faut agir, et de quelle manière, pour mieux vous préparer aux effets du changement climatique?

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Sans avis	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord
Les pertes et préjudices économiques liés aux phénomènes climatiques s'étant récemment produits dans mon domaine ou dans des activités liées à ma profession	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
La gravité actuelle des phénomènes météorologiques extrêmes et non saisonniers dans la région dans laquelle j'habite ou je travaille (par exemple, le nombre prévu de jours où la température dépassera 35 °C)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'estimation de la gravité à venir des phénomènes météorologiques extrêmes et non saisonniers dans la région dans laquelle j'habite ou je travaille	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les incidences actuelles des phénomènes météorologiques extrêmes ou non saisonniers, sur ma communauté et moi-même, en matière de santé (par exemple, une surmortalité due à des vagues de chaleurs dangereuses) et d'activités économiques (par exemple, des pertes de production agricole dues à la chaleur, un endommagement des infrastructures énergétiques dû aux inondations, etc.)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Quelles informations vous aideraient à déterminer s'il vous faut agir, et de quelle manière, pour mieux vous préparer aux effets du changement climatique? (suite)

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Sans avis	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord
L'estimation des futures incidences des phénomènes météorologiques extrêmes et non saisonniers sur ma communauté ou moi-même en matière de santé et de bien-être, et en ce qui concerne les activités économiques	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Des informations sur l'assurabilité des actifs exposés	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Les avantages des solutions d'adaptation particulières en ce qui concerne la réduction des incidences sur la santé et le bien-être ainsi que des activités économiques spécifiques



### Autres informations:

La Commission envisage de mettre au point un outil en ligne convivial à destination des non-experts, lequel fournirait des informations quantitatives fiables et harmonisées sur le changement climatique en Europe. À partir des scénarios climatiques communs, cet outil pourrait présenter les conditions climatiques et météorologiques prévisibles dans ces scénarios aux échelles nationale, régionale et locale, et aider à trouver des solutions potentielles pour faire face aux risques recensés. La Commission considère que cet outil sera essentiel pour éclairer les politiques de l'UE, faire face aux risques transfrontières et soutenir les citoyens et les entreprises qui ne disposent pas d'autres solutions. Un tel outil vous serait-il bénéfique?

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Sans avis	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord
Réponse	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

### Quelles caractéristiques vous aideraient à utiliser cet outil?

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Sans avis	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord
Un langage simple, ne nécessitant pas de connaissances spécialisées	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Des tutoriels et des informations relatives à la prise en main	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Une présentation visuelle des informations (par exemple au moyen d'une carte)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
La possibilité de télécharger des données ou des rapports de synthèse	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Des liens clairement établis entre les risques climatiques et les solutions d'adaptation	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
--	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------

Quelles caractéristiques vous aideraient à utiliser cet outil? (suite)

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Sans avis	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord
Une assistance à la navigation grâce à une discussion en ligne alimentée par l'IA	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Des liens menant vers d'autres sources fiables pour les informations plus spécialisées	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'accès à un service d'assistance	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Quelles autres caractéristiques trouveriez-vous utiles?

Protection des personnes et soutien aux actions régionales et locales

---

Le changement climatique a une incidence néfaste sur la santé, les vies et les moyens de subsistance humains, et touche de façon disproportionnée les plus vulnérables. Le nouveau cadre devrait encourager l'UE et les États membres à prendre des mesures qui aideront les individus et les communautés locales à être plus à même de faire face aux risques climatiques. Dans la mesure où les risques climatiques varient d'un État membre à l'autre, les actions menées dans ce cadre devraient être **territorialisées et conçues conjointement avec les autorités locales et régionales et les** communautés. Lancée en 2021 et conçue comme une initiative pilote visant à soutenir les autorités régionales et locales pionnières, [la mission de l'UE sur l'adaptation au changement climatique](#) fournit un soutien direct aux régions et aux autorités locales de l'Europe et leur donne les moyens d'élaborer et de mettre en œuvre des mesures territorialisées en faveur de la résilience au changement climatique. Le nouveau cadre offre l'occasion d'étendre ce soutien à l'ensemble des régions et des communautés d'Europe.

Quelles mesures l'UE et les États membres devraient-ils prendre pour faire en sorte que les groupes et les zones géographiques les plus vulnérables bénéficient d'un soutien adapté et soient protégés des incidences disproportionnées du changement climatique?

UE:

États membres:

Quelles mesures l'UE et les États membres devraient-ils prendre pour protéger la santé de la population face aux incidences du changement climatique?

UE:

États membres:

Quelles mesures l'UE et les États membres devraient-ils prendre pour accroître leur soutien aux acteurs régionaux et locaux?

UE:

États membres:

Quelles initiatives ciblées l'UE et les États membres devraient-ils mettre en œuvre afin d'aider spécifiquement les régions ultrapériphériques à s'adapter au changement climatique, tout en tenant compte de leur exposition particulière aux phénomènes météorologiques extrêmes et de leurs contextes géographiques et socio-économiques uniques?

UE:

États membres:

Quels sont les obstacles les plus urgents à lever pour permettre une action aux niveaux régional et local?

- Manque de données et d'informations suffisamment précises sur les risques actuels et futurs pour permettre la conception de politiques fondées sur des données scientifiques
- Accès limité à un soutien spécialisé (jargon spécialisé, trop technique, etc.) pour l'élaboration de mesures efficaces, fourni au niveau national ou de l'UE
- Financements insuffisants des mesures régionales et locales, y compris l'accès à des fonds nationaux et européens spécifiques
- Capacité institutionnelle insuffisante pour absorber les financements et constituer une réserve de projets
- Participation limitée des communautés locales à la conception et à la mise en œuvre des mesures
- Législation existante qui complique les efforts déployés pour faire face aux effets du changement climatique
- Absence de mécanismes cohérents de suivi et d'établissement de rapports incitant à l'action
- Autres

De quelle manière la mission pilote de l'UE pourrait-elle être exploitée ou reproduite pour encourager l'action de toutes les parties prenantes régionales et locales d'Europe?

- En encourageant les États membres à créer des initiatives nationales sur le modèle de la mission, dotées de ressources financières pour leur mise en œuvre
- En définissant les rôles et responsabilités des missions nationales au sein du cadre
-

En chargeant les États membres de mettre en place des plateformes ou des groupes de coordination nationaux au sein desquels les parties prenantes locales et régionales ont un rôle et une responsabilité juridiquement définis

- En encourageant les États membres à allouer des ressources financières en faveur de l'action régionale et locale
- En faisant le pont entre les possibilités de financement de l'UE et les parties prenantes concernées afin de renforcer les solutions régionales et locales d'adaptation au changement climatique mises au point dans le cadre de la mission
- Autres

## Compétitivité — tirer parti des possibilités d'innovation

---

La résilience et la préparation au changement climatique vont au-delà de la réduction et de la gestion des risques. Elles ouvrent la voie à un **vaste éventail de débouchés commerciaux et à un large potentiel d'innovation, et permettent de créer de nouvelles réserves de projets et de nouveaux marchés**. La demande de produits et de services renforçant la résilience est en hausse rapide, que ce soit les technologies liées à l'eau, les solutions d'agriculture régénératrice, les cultures résistantes à la chaleur et à la sécheresse, les assurances contre les risques climatiques, les services climatologiques et l'utilisation des données spatiales, les outils de modélisation des risques, la mise au point de systèmes intelligents de prévision et de prévention des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, les matériaux et projets de construction résilients au changement climatique, les technologies au service d'infrastructures énergétiques et de transport résilientes, ou encore les solutions et innovations en matière d'adaptation des systèmes de santé. Le déploiement de ces technologies **peut renforcer la compétitivité des entreprises et des secteurs économiques clés de l'UE** en améliorant la capacité d'adaptation et en ouvrant de nouveaux marchés d'exportation. Le nouveau cadre aura pour objectif d'aider les entreprises, les PME et les start-up de l'UE à **tirer le meilleur parti de ces possibilités, contribuant ainsi à faire de l'Europe un acteur mondial de premier plan en matière d'innovation en faveur de la résilience au changement climatique**.

---

Dans votre secteur/domaine, quelles technologies/innovations en matière de résilience au changement climatique doivent être mises au point ou développées pour rendre votre secteur plus compétitif?

Quelles mesures pourraient améliorer le plus la compétitivité et l'innovation des produits/services en matière de résilience au changement climatique dans votre secteur?

	Très pertinent	Pertinent	Sans avis	Pas très pertinent	Pas du tout pertinent
Augmentation des financements et des investissements publics	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Augmentation des financements privés et du capital-risque	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Amélioration de l'accès à des experts/à de la main-d'œuvre spécialisée	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Amélioration de la sécurité du marché et du soutien réglementaire	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Quelles mesures pourraient améliorer le plus la compétitivité et l'innovation des produits/services en matière de résilience au changement climatique dans votre secteur (suite)?

	Très pertinent	Pertinent	Sans avis	Pas très pertinent	Pas du tout pertinent
Accès aux technologies/modernisation des équipements	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Sensibilisation accrue des consommateurs et demande plus importante de leur part	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Outils innovants de gestion des risques climatiques et d'assurance contre les risques climatiques (par exemple, assurance paramétrique)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Si vous pensez à d'autres mesures, veuillez préciser:

Finance et assurance

---

Le changement climatique entraîne déjà des coûts mesurables importants pour les consommateurs, les entreprises et les économies. Les phénomènes météorologiques extrêmes et les risques chroniques tels que l'élévation du niveau de la mer ou l'affaissement du sol portent atteinte aux actifs, perturbent les chaînes d'approvisionnement et réduisent la productivité, et sont ainsi généralement source de préoccupation pour le secteur financier. Il est donc essentiel de **tenir compte de la résilience au changement climatique dans les décisions d'investissement et les décisions financières**, afin de limiter les pertes économiques liées au climat, de réduire au minimum les interruptions des activités et de préserver les recettes. Pour pallier pleinement ces risques, des assurances devraient venir compléter le renforcement de la résilience au changement climatique. À l'heure actuelle, seuls 25 % des pertes sont prises en charge par les assurances, et les primes d'assurance ne cessent d'augmenter. L'ampleur et la nature systémique des incidences économiques liées au climat ne permettent pas aux gouvernements de supporter les coûts qui en découlent et nécessitent la participation, y compris financière, de tous les niveaux de gouvernance, des secteurs économiques et du public. Le nouveau cadre présentera des mesures stratégiques destinées à **accroître le financement de la résilience** nécessaire pour couvrir l'élargissement de la réserve de projets. Il comprendra également des mesures visant à améliorer **l'accès à des assurances abordables et à réduire le déficit croissant de protection par les assurances**.

## Rôle du secteur public dans le financement de la résilience au changement climatique

	Oui	Non
Est-il nécessaire d'intégrer des considérations relatives à la résilience au changement climatique dans la planification budgétaire et les décisions financières à tous les niveaux du secteur public ainsi que dans le secteur privé?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Le fait de tenir compte de considérations relatives à la résilience au changement climatique dans les investissements, y compris dans les dépenses publiques et les marchés publics, permettrait-il de limiter les pertes économiques dues aux phénomènes climatiques?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

## Investissements du secteur privé et résilience au changement climatique

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Sans avis	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord
Les plans nationaux d'adaptation devraient être conçus de manière à servir de plans d'investissement en matière de résilience et d'adaptation, libérant ainsi tout le potentiel de financement du secteur privé.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Le secteur privé a besoin de plus amples conseils sur la manière de prendre en compte la résilience au changement climatique dans les décisions d'investissement et les décisions commerciales.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Des mécanismes efficaces de partage des risques entre les secteurs public et privé pour les investissements en faveur de l'adaptation au changement climatique (tels que les partenariats public-privé, les financements mixtes, les obligations-catastrophes, etc.) permettraient d'augmenter les ressources investies dans la résilience et l'adaptation au changement climatique.



Quels sont les principaux obstacles à l'augmentation des investissements visant à renforcer la résilience et l'adaptation au changement climatique?

Quelles mesures stratégiques contribueraient à surmonter ces obstacles et à encourager le financement de la résilience au changement climatique?

Le cadre comptable actuel de l'UE reflète-t-il correctement les risques physiques liés au climat dans l'évaluation des actifs? Si tel n'est pas le cas, quelles mesures pourraient être prises selon vous?

Les autres cadres stratégiques/réglementaires existants tiennent-ils dûment compte des risques physiques liés au climat? Si tel n'est pas le cas, quelles mesures pourraient être prises selon vous?

Assurance contre les risques climatiques

--	--	--	--	--	--

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Sans avis	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord
Des informations complètes propres à chaque endroit sur les risques climatiques pourraient améliorer le recours à l'assurance.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les risques couverts par les produits d'assurance contre les risques climatiques doivent être plus exposés plus clairement.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

**Quelles mesures stratégiques/réglementaires fondées sur des mécanismes de marché proposez-vous pour remédier au déficit croissant de protection par les assurances et pour améliorer l'accès à des assurances abordables?**

- Quel type de mécanismes de mise en commun et de transfert des risques serait le plus adapté pour accroître la couverture d'assurance des risques secondaires dans l'Union européenne?

- Comment les assureurs de l'Union peuvent-ils avoir accès à de nouveaux apports de capitaux pour soutenir les politiques dans le domaine du climat?

- Comment susciter l'intérêt des investisseurs privés à l'égard des instruments d'investissement liés à l'assurance?

- Un marché européen au sein duquel les risques liés au climat peuvent être mis en commun entre les compagnies d'assurances et les investisseurs hors assurances est-il nécessaire?

Commentaires supplémentaires:

Quelles mesures seraient nécessaires pour éviter que le déficit de protection par les assurances dans le domaine du climat ait des répercussions négatives sur la stabilité financière ou macroéconomique?

- Promouvoir des méthodes de diversification et/ou de transfert des risques climatiques innovantes afin d'atténuer la concentration des risques dans des secteurs ou des régions spécifiques.
- Encourager les solutions fondées sur le marché mettant en relation les acteurs capables de financer les risques avec ceux qui cherchent à être couverts contre les risques climatiques, contribuant ainsi à assurer la continuité des activités et à éviter les perturbations causées par des catastrophes naturelles.
- Autres

## Contact

Annika-Gilstrom.FORGAARD@ec.europa.eu